

Burundi : la Police empêche une manifestation de journalistes

@rib News, 26/02/2013 â€“ Source AFP La Police burundaise a empêché mardi, sans violences, de manifester une centaine de journalistes qui demandaient la libération de leur collègue Hassan Ruvakuki, correspondant de Radio France Internationale condamné à trois ans de prison pour association de malfaiteurs. La manifestation avait été déclarée lundi illégale par le Maire de Bujumbura, Saïdi Juma. Dès l'aube mardi, la police a posté une centaine de policiers à tous les carrefours dans un périmètre englobant le palais de justice, a-t-on constaté sur place. Environ une centaine de journalistes, portant des T-shirts à l'effigie de Hassan Ruvakuki, se sont malgré tout regroupés sur place de l'Indépendance, en plein-centre-ville de Bujumbura, pour entamer une marche silencieuse vers le Palais de justice. Ils se sont heurtés à un cordon de police avant d'arriver à leur objectif, et ont finalement décidé de rebrousser chemin après discussion avec des responsables de la police à Bujumbura. « Nous sommes satisfaits. Même si nous ne sommes pas parvenus à atteindre le Palais de justice, nous avons pu manifester notre soutien à Hassan Ruvakuki, sans peur malgré les tentatives d'intimidation », a déclaré Alexandre Niyungeko, président de l'Union burundaise des journalistes (UBJ). « C'est une victoire contre l'arbitraire car nous n'avons pas cédé à la peur et la police ne nous a pas chargés violemment, comme mardi passé », a-t-il insisté, assurant que le mouvement se poursuivrait tous les mardis, jusqu'à ce que notre collègue en prison parce qu'il a fait son travail, soit libéré ». La semaine dernière, la Police avait dispersé à coups de grenades lacrymogènes et de matraques une manifestation de journalistes, la quatrième depuis janvier. Hassan Ruvakuki, arrêté en novembre 2011 et condamné en première instance à la prison à perpétuité pour "terrorisme". Sa peine a été ramenée à trois ans de prison en appel en janvier, le chef de terrorisme ayant été abandonné. Ruvakuki est accusé d'être impliqué dans une attaque lancée depuis la Tanzanie dans l'est du Burundi par une nouvelle rébellion. Le journaliste affirme avoir suivi les activités de cette rébellion dans le cadre de son métier. En visite au Burundi vendredi, Andris Piebalgs, commissaire européen au Développement, s'était dit "choqué" par la violence policière manifestée la semaine dernière et avait mis en garde contre un nouveau changement de la police ce mardi.